



# ETHIQUE EN SANTE PUBLIQUE ET PROMOTION DE LA SANTE

13ème Université d'été francophone en santé publique,  
Besançon, 26 juin – 1er juillet 2016

Cette bibliographie présente une sélection de références dans la thématique **de l'éthique en santé publique et en promotion de la santé**. Elle ne prétend pas à l'exhaustivité et répond à un souci d'accessibilité des documents cités ; en effet, les documents disponibles en ligne et/ou consultables au Centre régional de documentation en santé publique, récents et francophones ont été privilégiés.

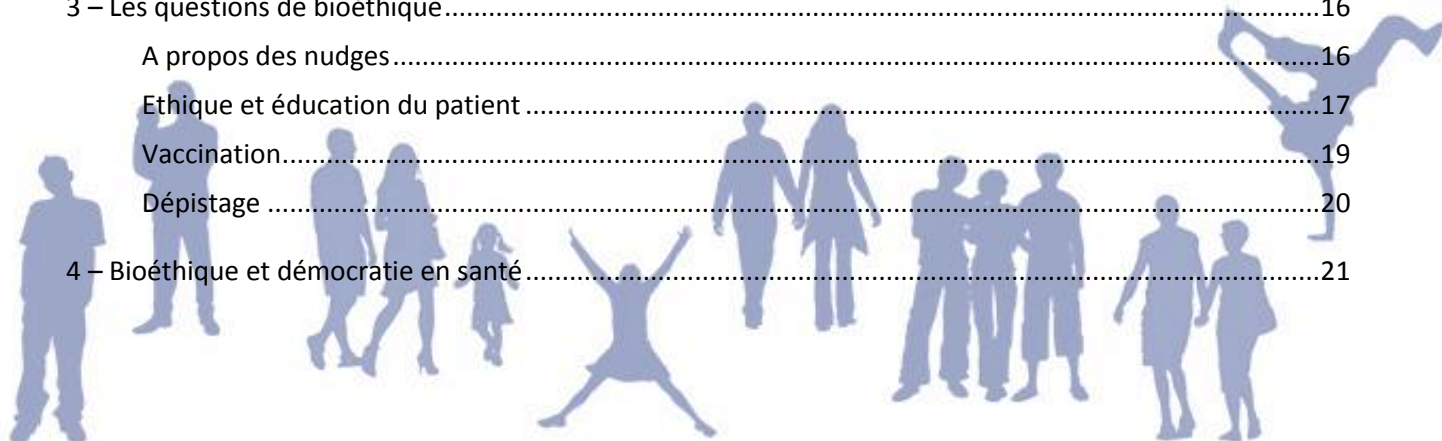
La bibliographie est structurée en 4 grandes parties : dans un premier temps, elle propose des définitions sourcées ; puis elle signale des références autour de la bioéthique, la santé publique et la promotion et l'éducation pour la santé ; dans un troisième temps, elle s'intéresse aux nudges, à l'éducation du patient, la vaccination, et le dépistage. La quatrième partie se focalise autour de la bioéthique et de la démocratie en santé.

Les pages internet citées ont été consultées pour la dernière fois le 15/06/2016.

Bonne lecture,  
Anne Sizaret

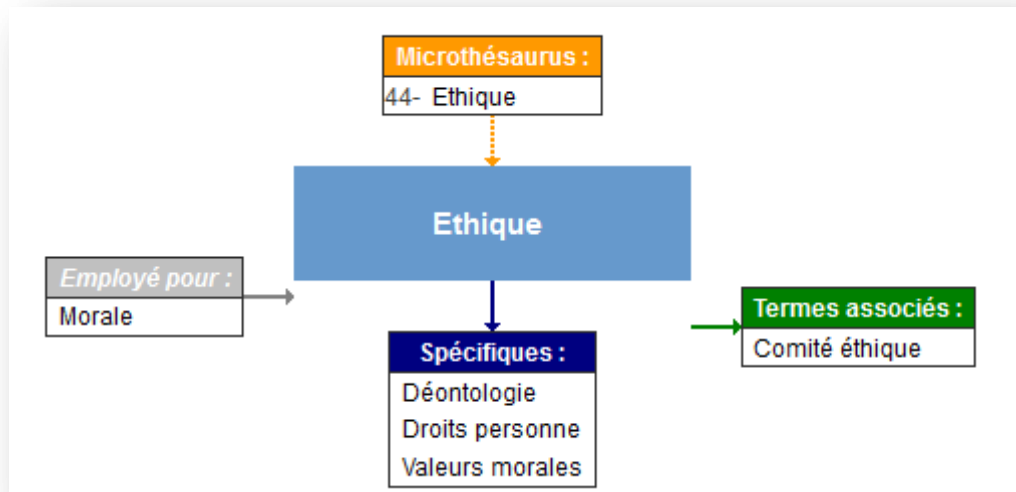
## Au sommaire :

1 – Avant de commencer, quelques définitions.....	2
Ethique, bioéthique, droits de l'homme, déontologie, éthique et droit, les relations entre éthique morale droit et déontologie	
2 – Santé publique, promotion de la santé, éducation pour la santé... et bioéthique – Quelles relations ?.....	8
Quelques définitions avant de commencer : santé, santé publique, promotion de la santé, santé et droits de l'homme .....	8
Santé publique, promotion et éducation pour la santé... et éthique .....	11
Et concrètement, comment ça se passe ? Quelques exemples de réflexions .....	13
3 – Les questions de bioéthique.....	16
A propos des nudges .....	16
Ethique et éducation du patient .....	17
Vaccination.....	19
Dépistage .....	20
4 – Bioéthique et démocratie en santé.....	21



# 1 – Avant de commencer, quelques définitions

## Ethique



### Ethique

In : Thesaurus BDSP

Rennes : EHEPS, s.d.

En ligne : <http://asp.bdsp.ehesp.fr/Thesaurus/>

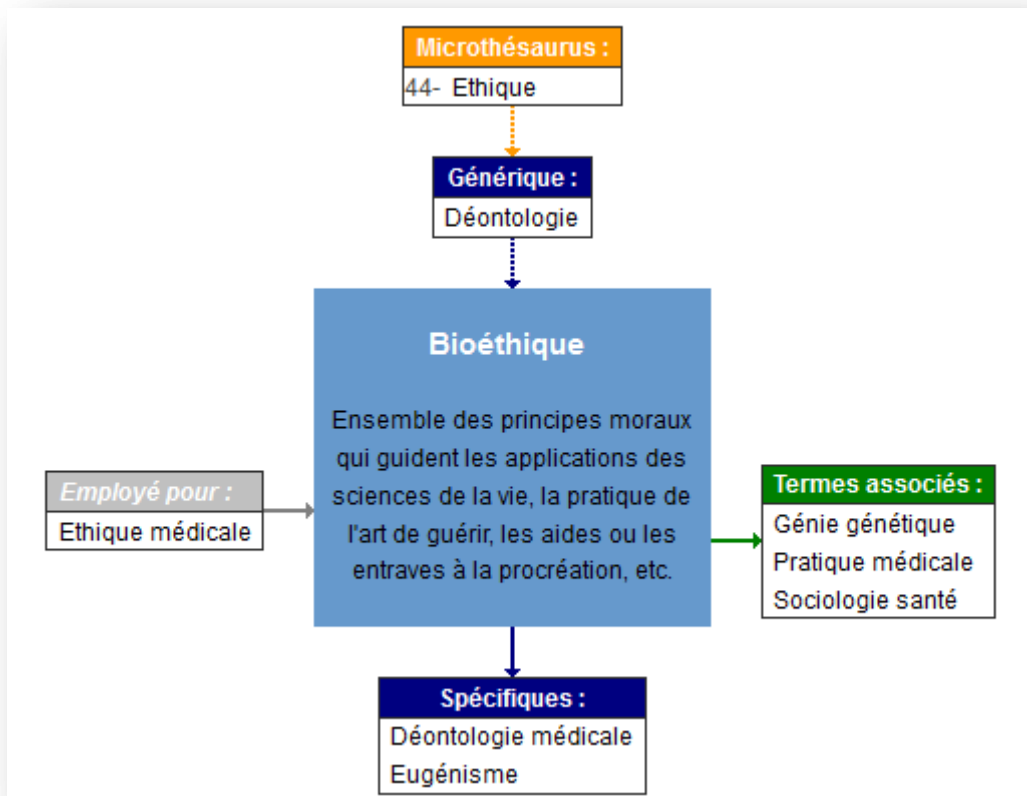
L'éthique est une réflexion qui vise à déterminer le bien agir en tenant compte des contraintes relatives à des situations déterminées. (...) "Loin de représenter un nouveau domaine d'expertise généralisable, l'éthique s'affirme dans l'acte ; elle est un positionnement critique sur les normes de conduite de différentes natures, un questionnement permanent des orientations générales par l'acte singulier". Voisine de la morale mais aussi de la déontologie, nous dirons que l'éthique, contrairement à celles-ci, ne donne pas la réponse visant à l'universalité, qu'elle ne forme pas des principes mais plutôt met en question la façon dont ces derniers sont actualisés ou réactualisés dans les situations rencontrées... "L'éthique est donc de l'ordre de la recherche individuelle et collective : elle désigne le questionnement de l'action sous l'angle des valeurs et cherche à dépasser une logique d'action purement technique".

### Définition de l'éthique

In : Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ANESM). Le questionnement éthique dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux. Saint-Denis : ANESM ; 2010. p. 14.

En ligne : [http://www.anesm.sante.gouv.fr/IMG/pdf/reco\\_ethique\\_anesm.pdf](http://www.anesm.sante.gouv.fr/IMG/pdf/reco_ethique_anesm.pdf).

# Bioéthique



## Bioéthique

In : Thesaurus BDSP

Rennes : EHEPS, s.d.

En ligne : <http://asp.bdsp.ehesp.fr/Thesaurus/>

Bioéthique vient de "bio", qui veut dire "vivant", et d'"éthique", qui signifie "ce qui est bon et utile pour l'homme". La bioéthique s'intéresse aux activités médicales et de recherche qui utilisent des éléments du corps humain. Par exemple :

- la greffe d'organes, de tissus (cornées, peau...), de moelle osseuse ;
- l'assistance médicale à la procréation, qui fait appel aux dons d'ovules et de sperme ;
- les recherches ayant comme objet l'embryon et les cellules embryonnaires ;
- le dépistage de maladies faisant appel aux gènes.

Elle cherche à :

- répondre le mieux possible aux questions soulevées par le progrès scientifique et technique, au regard des valeurs de notre société ;
- garantir le respect de la dignité humaine et la protection des plus vulnérables contre toute forme d'exploitation.

## La bioéthique en quelques mots [Page internet]

Paris : Comité de pilotage des états généraux de la bioéthique, Agence de biomédecine ; s.d.

En ligne : <http://www.etatsgenerauxdelabioethique.fr/presentation-generale/la-bioethique-en-quelques-mots.html>

Le terme de "bioéthique" vient du titre d'un ouvrage du biochimiste américain Van Rensselaer Potter, publié en 1971, *Bioethics : Bridge to the Future*. Le projet que recouvrait ce néologisme était de bâtir une éthique s'appuyant sur les sciences biologiques pour améliorer la qualité de la vie. Aux yeux de Van Rensselaer, la bioéthique était une éthique écologique, tenant compte par conséquent de l'interdépendance de tous les êtres au sein de la biosphère.

(...) Dans son sens plus restrictif, qui est aussi le plus communément reçu, la bioéthique est une éthique appliquée mettant en jeu le corps humain depuis la conception jusqu'à la mort. L'aide médicale à la procréation, ainsi que les questions de la demande d'enfant et du droit à l'enfant qui y sont liées, la gestation pour le compte d'autrui, les recherches sur l'embryon et l'examen de ses caractéristiques génétiques, les dons de gamètes et d'organes, le traitement des fins de vie sont les principales questions de bioéthique. (Extraits)

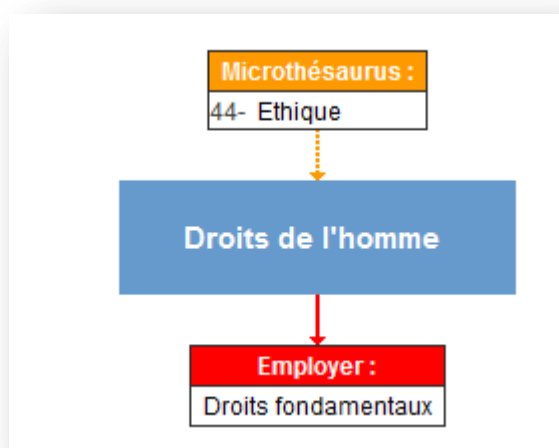
**Bioéthique en Europe. Le sens, les enjeux et les évolutions prévisibles [Page internet]**

Godin Christian

Paris : La documentation française, 2010

En ligne : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/d000449-bioethique-en-europe.-le-sens-les-enjeux-et-les-evolutions-previsibles-par-christian/article>

## Droits de l'homme



**Droits de l'homme**

In : Thesaurus BDSP

Rennes : EHEPS,

En ligne : <http://asp.bdsp.ehesp.fr/Thesaurus/>

Les **droits de l'homme**, également appelés **droits humains** ou encore **droits de la personne** sont un concept soit philosophique, soit juridique, soit politique, selon lequel tout être humain possède des droits universels, inaliénables, quel que soit le droit positif en vigueur ou d'autres facteurs locaux tels que l'ethnie, la nationalité ou la religion.

**Droits de l'homme [Page internet]**

Wikipedia ; 2016-04-14

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Droits\\_de\\_l'homme](https://fr.wikipedia.org/wiki/Droits_de_l'homme)

Les droits de l'homme sont les droits inaliénables de tous les êtres humains, quels que soient leur nationalité, lieu de résidence, sexe, origine ethnique ou nationale, couleur, religion, langue ou toute autre condition. Nous avons tous le droit d'exercer nos droits de l'homme sans discrimination et sur un pied d'égalité. Ces droits sont intimement liés, interdépendants et indivisibles.

[...]

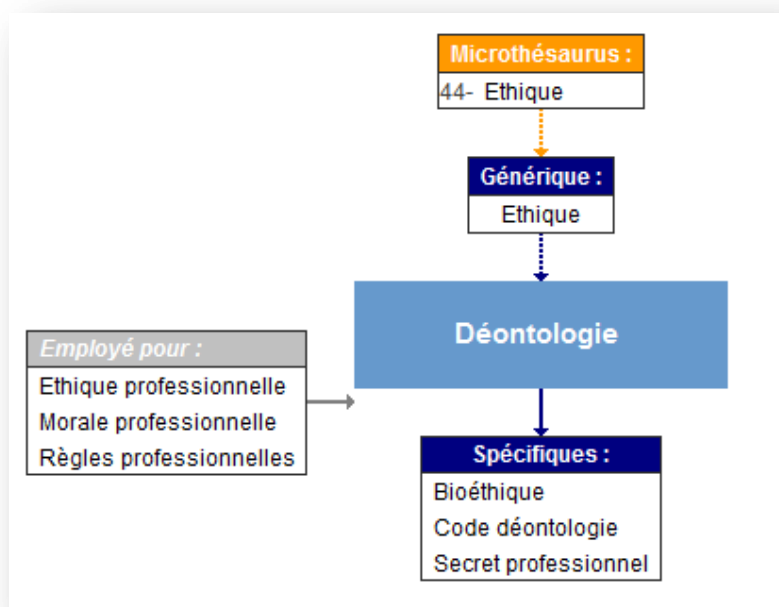
Tous les droits de l'homme sont indivisibles, qu'ils soient civils ou politiques, notamment le droit à la vie, l'égalité devant la loi et la liberté d'expression ; les droits économiques, sociaux et culturels, comme le droit au travail, à la sécurité sociale et à l'éducation ; ou les droits collectifs, comme le droit au développement et à l'autodétermination, sont indivisibles, liés et interdépendants. L'amélioration d'un droit facilite le progrès des autres. De la même manière, la privation d'un droit a un effet négatif sur les autres.

**Que sont les droits de l'homme [Page internet]**

Haut commissariat des droits de l'homme ; s.d.

En ligne : <http://www.ohchr.org/FR/Issues/Pages/WhatareHumanRights.aspx>

## Déontologie



**Déontologie**

In : Thesaurus BDSP

Rennes : EHEPS, s.d.

En ligne : <http://asp.bdsp.ehesp.fr/Thesaurus/>

La déontologie est l'ensemble des règles d'exercice d'une profession déterminée destinées à en organiser la pratique selon des normes, pour le bénéfice des usagers et de la profession elle-même. La déontologie est la prise en compte de finalités morales et juridiques, articulées à un contexte socioprofessionnel déterminé. Elle se distingue cependant partiellement de l'éthique : d'une part, par ses objectifs, puisque pour la déontologie les aspects liés à la protection de la profession peuvent avoir une importance décisive dans la détermination des règles. D'autre part, sa forme est essentiellement réglementaire et non interrogative ou réflexive, comme c'est le cas pour l'éthique qu'elle peut alimenter.

#### **Déontologie**

In : Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ANESM). Le questionnement éthique dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux. Saint-Denis : ANESM ; 2010. p. 16.

En ligne : [http://www.anesm.sante.gouv.fr/IMG/pdf/reco\\_ethique\\_anesm.pdf](http://www.anesm.sante.gouv.fr/IMG/pdf/reco_ethique_anesm.pdf)

## **Ethique et droit**

L'articulation du champ de l'éthique avec celui du droit peut se situer à plusieurs niveaux :

- L'éthique dépasse le droit pour en évaluer l'équité. Cela se traduit par le devoir d'obéissance, ou de résistance dans les situations dans lesquelles le droit comme justice formelle ne traduit pas le droit comme équité ou justice naturelle.
- L'éthique aide à combler les vides juridiques par l'interprétation des textes (exemple : la sexualité en établissement).
- L'éthique participe à l'interprétation du droit en situation (jurisprudence).
- L'éthique cherche à résoudre les éventuels conflits internes du droit positif (exemple : le secret professionnel et le partage de l'information).

#### **Ethique et droit**

In : Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ANESM). Le questionnement éthique dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux. Saint-Denis : ANESM ; 2010. p. 16.

En ligne : [http://www.anesm.sante.gouv.fr/IMG/pdf/reco\\_ethique\\_anesm.pdf](http://www.anesm.sante.gouv.fr/IMG/pdf/reco_ethique_anesm.pdf)

## Relations entre éthique, morale, droit et déontologie

### Relations entre éthique, morale, droit et déontologie<sup>20</sup>



#### **Relations entre éthique, morale droit et déontologie**

In : Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ANESM). Le questionnement éthique dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux. Saint-Denis : ANESM ; 2010. p. 17

En ligne : [http://www.anesm.sante.gouv.fr/IMG/pdf/reco\\_ethique\\_anesm.pdf](http://www.anesm.sante.gouv.fr/IMG/pdf/reco_ethique_anesm.pdf)

## 2 – Santé publique, promotion de la santé, éducation pour la santé... et bioéthique – Quelles relations ?

---

### Quelques définitions avant de commencer : santé, santé publique, promotion de la santé, santé et droits de l'homme

#### Santé

La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité.

Préambule à la Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé, tel qu'adopté par la Conférence internationale sur la Santé, New York, 19-22 juin 1946; signé le 22 juillet 1946 par les représentants de 61 Etats. 1946; (Actes officiels de l'Organisation mondiale de la Santé, n°. 2, p. 100) et entré en vigueur le 7 avril 1948.

*Organisation mondiale de la santé (OMS). La définition de la santé de l'OMS. Genève OMS ; 2003. [Visité le 02/05/2016]. En ligne : <http://www.who.int/about/definition/fr/print.html>*

#### Santé publique

La Nation définit sa politique de santé afin de garantir le droit à la protection de la santé de chacun.

La politique de santé relève de la responsabilité de l'Etat.

Elle tend à assurer la promotion de conditions de vie favorables à la santé, l'amélioration de l'état de santé de la population, la réduction des inégalités sociales et territoriales et l'égalité entre les femmes et les hommes et à garantir la meilleure sécurité sanitaire possible et l'accès effectif de la population à la prévention et aux soins.

La politique de santé comprend:

1. La surveillance et l'observation de l'état de santé de la population et l'identification de ses principaux déterminants, notamment ceux liés à l'éducation et aux conditions de vie et de travail. L'identification de ces déterminants s'appuie sur le concept d'exposome, entendu comme l'intégration sur la vie entière de l'ensemble des expositions qui peuvent influencer la santé humaine;
2. La promotion de la santé dans tous les milieux de vie, notamment dans les établissements d'enseignement et sur le lieu de travail, et la réduction des risques pour la santé liés à l'alimentation, à des facteurs environnementaux et aux conditions de vie susceptibles de l'altérer;
3. La prévention collective et individuelle, tout au long de la vie, des maladies et de la douleur, des traumatismes et des pertes d'autonomie, notamment par la définition d'un parcours éducatif de santé de l'enfant, par l'éducation pour la santé, par la lutte contre la sédentarité et par le développement de la pratique régulière d'activités physiques et sportives à tous les âges;
4. L'animation nationale des actions conduites dans le cadre de la protection et de la promotion de la santé maternelle et infantile mentionnée à l'article L. 2111-1;
5. L'organisation des parcours de santé. Ces parcours visent, par la coordination des acteurs sanitaires, sociaux et médico-sociaux, en lien avec les usagers et les collectivités territoriales, à garantir la continuité, l'accessibilité, la qualité, la sécurité et l'efficacité de la prise en charge de la population, en tenant compte des spécificités géographiques, démographiques et saisonnières de chaque territoire, afin de concourir à l'équité territoriale;



6. La prise en charge collective et solidaire des conséquences financières et sociales de la maladie, de l'accident et du handicap par le système de protection sociale;
7. La préparation et la réponse aux alertes et aux crises sanitaires;
8. La production, l'utilisation et la diffusion des connaissances utiles à son élaboration et à sa mise en œuvre;
9. La promotion des activités de formation, de recherche et d'innovation dans le domaine de la santé;
10. L'adéquation entre la formation initiale des professionnels de santé et l'exercice ultérieur de leurs responsabilités;
11. L'information de la population et sa participation, directe ou par l'intermédiaire d'associations, aux débats publics sur les questions de santé et sur les risques sanitaires et aux processus d'élaboration et de mise en œuvre de la politique de santé.

**Loi n° 2016 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé**

Journal officiel de la République française n° 0022 du 27 janvier 2016. p. 1

En ligne : <http://www.legifrance.gouv.fr/eli/loi/2016/1/26/AFSX1418355L/jo/texte>

La santé publique ? Ce n'est pas simplement une considération collective, qui tient à des visions globales, à des facteurs de risque, à une économie de la santé des grandes masses, et à la prévention. C'est plus que cela : le souci de soi et des autres comme disait Michel Foucault. C'est une vision générale et collective, une appropriation intellectuelle et économique mais aussi une approche individuelle, familiale, nationale, européenne, internationale de la santé. La santé publique, pour moi, c'est un résumé du monde, le versant positif de la globalisation, l'exigence d'avoir les yeux plus grands que le ventre." [...]

**L'aventure de la santé publique : préface.** Kouchner Bernard. In : Bourdillon François, Brückner Gilles, Tabuteau Didier (Editeurs). Traité de santé publique. Paris : Flammarion (Médecine-Sciences), 2004, p. XVI

## Promotion de la santé

La promotion de la santé est le processus qui confère aux populations les moyens d'assurer un plus grand contrôle sur leur propre santé, et d'améliorer celle-ci. Cette démarche relève d'un concept définissant la "santé" comme la mesure dans laquelle un groupe ou un individu peut d'une part, réaliser ses ambitions et satisfaire ses besoins et, d'autre part, évoluer avec le milieu ou s'adapter à celui-ci. La santé est donc perçue comme une ressource de la vie quotidienne, et non comme le but de la vie; il s'agit d'un concept positif mettant en valeur les ressources sociales et individuelles, ainsi que les capacités physiques. Ainsi donc, la promotion de la santé ne relève pas seulement du secteur sanitaire : elle dépasse les modes de vie sains pour viser le bien-être.

**Charte d'Ottawa pour la promotion de la santé.**

Genève : Organisation mondiale de la santé, 1986, 5 p.

En ligne : <http://www.phac-aspc.gc.ca/ph-sp/docs/charter-chartre/pdf/chartre.pdf>

## Santé et droits de l'homme

[Extrait]

- La Constitution de l'OMS établit que "la possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain".
- Le droit à la santé comprend l'accès, en temps utile, à des soins de santé acceptables, d'une qualité satisfaisante et d'un coût abordable.
- Pourtant, environ 100 millions de personnes dans le monde passent chaque année sous le seuil de pauvreté en raison de leurs dépenses de santé.
- Les groupes vulnérables et en marge de la société ont tendance à supporter une part beaucoup trop élevée des problèmes de santé.
- La couverture sanitaire universelle est un moyen de promouvoir le droit à la santé.

### **Santé et droits de l'homme**

Aide mémoire. 2015 ; 323 : n.p. [Visité le 02/05/2016]. En ligne :

<http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs323/fr/>

La série de publications de l'OMS "Santé et Droits humains" a pour objectif d'étudier les liens complexes entre la santé et les droits humains. Le fascicule "25 questions réponses sur la santé et les Droits humains" suggère des réponses aux questions clés ; il a pour objectif d'être un guide pratique à destination du personnel de l'OMS et d'autres intervenants en matière de santé et de développement.

### **25 questions réponses sur la santé et les Droits humains**

Genève : OMS ; 2002. 34 p. (Série Santé et Droits de l'Homme ; n° 1)

En ligne : [http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/42631/1/9242545694\\_fre.pdf](http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/42631/1/9242545694_fre.pdf)

## Pour en savoir plus

### **Santé publique : éthique et droits de la personne**

Mann Jonathan

Santé publique 1998 ; 10(3) : 239-250

En ligne : [http://fulltext.bdsp.ehesp.fr/Sfsp/SantePublique/1998/3/Mann\\_ps.pdf](http://fulltext.bdsp.ehesp.fr/Sfsp/SantePublique/1998/3/Mann_ps.pdf)

## Santé publique, promotion et éducation pour la santé... et éthique

[...] L'éthique de la santé publique s'intéresse à la conception et à la mise en œuvre de mesures pour contrôler et améliorer la santé des populations. De plus, elle cherche à voir au-delà des soins de santé pour envisager les conditions structurelles qui favorisent ou empêchent le développement de sociétés saines. Dans une perspective mondiale, les principales questions dans le domaine de l'éthique de la santé publique sont les suivantes :

- Inégalités de santé, accès aux soins de santé et aux bénéfices de la recherche médicale
- Action face à la menace des maladies infectieuses
- Coopération internationale pour le contrôle et la surveillance de la santé
- Exploitation des individus dans les pays à faible revenu
- Participation, transparence et responsabilisation

### **Contribution de l'éthique à la santé publique**

Coleman Carl H, Bouësseau Marie-Charlotte, Reis Andreas

Bulletin de l'Organisation mondiale de la santé 2008 ; 86 : 577-656

En ligne : <http://www.who.int/bulletin/volumes/86/8/08-055954/fr/>

Le Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé du Québec définit ce qu'est la santé publique et examine l'histoire et le développement de l'éthique en santé publique, dont ses fondements philosophiques.

### **Introduction à l'éthique en santé publique 1 : contexte**

Québec : CCNPPS, 2014, 12 p.

En ligne : [http://www.ccnpps.ca/docs/2014\\_Ethique\\_Intro1\\_Fr.pdf](http://www.ccnpps.ca/docs/2014_Ethique_Intro1_Fr.pdf)

Dans cette seconde note documentaire du Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé du Québec, les auteurs proposent un survol des différentes perspectives philosophiques et théoriques ayant façonné l'élaboration, l'évolution et l'application de l'éthique en santé publique.

### **Introduction à l'éthique en santé publique 2 : fondements philosophiques et théoriques**

Québec : CCNPPS, 2015, 8 p.

En ligne : [http://www.ccnpps.ca/docs/2015\\_Ethique\\_Intro2\\_Fr\\_Final.pdf](http://www.ccnpps.ca/docs/2015_Ethique_Intro2_Fr_Final.pdf)

Ce troisième document de la série compare et critique certains cadres de référence en matière d'éthique en santé publique en les rattachant à leurs fondements théoriques et éthiques. Le document conclut sur une brève discussion portant sur l'avenir de l'éthique en santé publique.

### **Introduction à l'éthique en santé publique 3 : cadres d'éthique en santé publique**

Québec : CCNPPS, 2015, 32 p.

En ligne : [http://www.ccnpps.ca/docs/2015\\_Ethique\\_Intro3\\_Final\\_Fr.pdf](http://www.ccnpps.ca/docs/2015_Ethique_Intro3_Final_Fr.pdf)

Le référentiel de l'Institut national de santé publique du Québec a pour objectif d'éclairer les valeurs les plus souvent soulevées par les interventions en santé publique, de manière à soutenir la réflexion sur celles-ci. Il vise à favoriser une communication plus claire entre les acteurs en santé publique ainsi qu'avec les groupes concernés par les mesures que ces valeurs sous-tendent.

### **Référentiel de valeurs pour soutenir l'analyse éthique des actions en santé publique**

Filiatrault France, Désy Michel

Montréal : Institut National de Santé Publique – Québec, 2015, 24 p.

En ligne :

[https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/2010\\_Referentiel\\_Valeurs\\_Analyse\\_Ethique.pdf](https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/2010_Referentiel_Valeurs_Analyse_Ethique.pdf)

La bioéthique s'intéresse depuis quarante ans aux enjeux de la recherche et des pratiques en biomédecine. L'intérêt de la santé publique pour l'éthique est cependant récent. Dans les deux cas, l'autonomie des personnes est au cœur des débats. Dans l'un, l'autonomie affirme le droit de la personne de prendre ses décisions et s'oppose au paternalisme des experts. Dans l'autre, le débat oppose la protection de la collectivité au respect de la liberté individuelle. L'article représente une contribution originale au débat et découle d'une étude traitant de l'adhésion des personnes immigrantes aux valeurs de l'autonomie véhiculées dans les programmes de santé publique. Trois dimensions sont abordées : les modèles éthiques qui cherchent à s'imposer en santé publique, les principes de l'autonomie et les tensions qu'ils génèrent entre l'individu et la collectivité et les nouveaux courants de pensée qui visent à renouveler les visions éthiques de l'autonomie en santé publique. [Résumé de l'auteur]

**Éthique et santé publique : Quelle place pour l'autonomie ?**

Gravel Sylvie, Doucet Hubert, Battaglini Alex, et al.

Ethique publique 2010 ; 12(1) : 227-50

En ligne : <http://ethiquepublique.revues.org/176>

Les préoccupations éthiques sont apparues tardivement dans le champ de l'éducation pour la santé. L'éducation pour la santé était en effet par nature considérée comme « bienfaitante », son but étant d'améliorer le bien-être et la qualité de vie des personnes. Pourtant, le but de celle-ci a longtemps été la transformation des comportements. Cette intrusion dans la vie privée n'est pas neutre, elle doit interroger sur les objectifs et les méthodes de l'éducation pour la santé.

Au regard des principes qui sous-tendent la réflexion éthique – bienfaisance, non-malfaisance, autonomie et justice sociale –, un certain nombre de dérives peuvent être mises en évidence. En particulier, les personnes ont été implicitement rendues responsables de leurs comportements avec des méthodes moralisatrices, culpabilisatrices et injonctives. Ces atteintes, outre leur effet iatrogène, touchent à l'identité et au respect des personnes. De plus, c'est bafouer leur droit à l'autonomie que de leur imposer des messages collectifs, des normes de comportements forgées par d'autres. Enfin, si les actions d'éducation pour la santé traditionnelles et singulièrement les campagnes de communication contribuent aux progrès de santé, c'est au prix d'un accroissement des inégalités. L'éthique est à la fois un énoncé de valeurs et une démarche. Elle doit d'abord elle-même faire l'objet de débats démocratiques. Ce n'est pas à l'expert, mais au citoyen que revient de faire le nouage entre les finalités et l'action. La promotion de la santé a constitué un retournement de perspective qui, à bien des égards, protège de ces dérives éthiques. Il est nécessaire que l'éducation pour la santé veille à créer les conditions de l'autonomie en intervenant d'abord sur les facteurs environnementaux et les inégalités.

[Résumé des auteurs]

**Aspects éthiques de l'éducation pour la santé... ou les limites de la bienfaisance**

Roussille Bernadette, Deschamps Jean-Pierre

Santé publique 2013 ; 25 (hors-série n° 2) : 85-91

En ligne : <https://www.cairn.info/revue-sante-publique-2013-HS2-page-85.htm>

## Pour en savoir plus

**Ethique et santé publique : enjeux, valeurs et normativité**

Massé Raymond

Montréal : Presses de l'Université Laval, 2003, 430 p.

## Et concrètement, comment ça se passe ? Quelques exemples de réflexions

Ce dossier de la revue La santé de l'homme, éditée à l'époque par le Comité français d'éducation pour la santé (CFES) est consacré à l'éthique ; les membres du comité de rédaction ont décidé de favoriser l'intervention des professionnels de santé et de traiter la question "éthique" en partant des préoccupations, interrogations et dilemmes du quotidien sans en rester aux réflexions et affirmations générales. Le dossier est composé de quatre parties : des interviews d'acteurs de terrain, des réactions à ces témoignages pour apporter un regard plus transversal et d'autres pistes de réflexion ; des contributions plus distanciées provenant d'autres champs et d'autres disciplines ; et enfin, une partie plus pratique mêlant notes de lecture, pistes bibliographiques et de formation. [Extrait]

### **L'éducation pour la santé est-elle éthique ? Dossier**

La Santé de l'homme 2000 ; 345 : 4-46

En ligne : <http://inpes.santepubliquefrance.fr/SLH/pdf/sante-homme-345.pdf>

Le Centre d'analyse stratégique a initié début 2009 un programme d'études intitulé "Neurosciences et politiques publiques" qui vise à évaluer l'application des neurosciences dans la politique de prévention. Il a donné lieu à l'élaboration d'un rapport soulignant le défaut d'efficacité de la prévention dite traditionnelle et l'apport potentiel des neurosciences dans la définition d'une nouvelle approche de la prévention. Pour la FNES, la promotion de la santé ne se résume pas à une contre-manipulation de consommateurs face aux stratégies marketing utilisées par l'industrie agro-alimentaire ou celle du tabac. Il s'agit de donner aux personnes les moyens d'appréhender l'ensemble des déterminants de leur santé et de développer leur capacité à agir sur ces déterminants, au moyen de stratégies éducatives favorisant leur empowerment. [Résumé des auteurs]

### **Opinion de la Fédération nationale de l'éducation et la promotion de la santé sur le rapport "Nouvelles approches de la prévention en santé publique"**

Cambon Linda, Ferron Christine

Santé publique 2011 ; 23(2) : 143-9

En ligne : <http://www.cairn.info/revue-sante-publique-2011-2-page-143.htm>

Le Guide sur le processus décisionnel relatif aux traitements médicaux dans les situations de fin de vie a été élaboré par le Comité de bioéthique (DH-BIO) du Conseil de l'Europe, dans le cadre de ses travaux relatifs aux droits des patients et dans le but de faciliter la mise en oeuvre des principes établis dans la Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine. Destiné aux professionnels de santé, aux patients et à leurs familles, ainsi qu'à tous ceux qui sont confrontés aux difficultés des décisions relatives aux traitements médicaux en fin de vie, il apporte une aide à la construction des pratiques. [Extrait]

### **Guide sur le processus décisionnel relatif aux traitements médicaux dans les situations de fin de vie**

Strasbourg : Conseil de l'Europe, 2014, 34 p.

En ligne :

<http://rm.coe.int/CoERMPublicCommonSearchServices/DisplayDCTMContent?documentId=090000168039e8d9>

"Etre précaire en France, ce n'est pas seulement manquer d'argent pour aller chez le médecin, c'est aussi affronter des refus de soins alors qu'on est titulaire d'une couverture maladie, ne pas connaître ses droits car on ne maîtrise pas les arcanes de l'administration, repousser des soins courants car on travaille aux heures d'ouverture des cabinets médicaux... jusqu'à venir grossir les rangs des salles d'attentes des urgences." [Extrait]

**Santé publique et grande précarité : état des lieux et questions éthiques. Actes du colloque de Médecins du Monde, dans le cadre du congrès de novembre 2011 de la Société Française de Santé Publique**

Bernard Olivier, Corty Jean-François, Izambert Caroline

Paris : MDM - Médecins du Monde, 2012, 60 p.

En ligne : [http://www.rvh-](http://www.rvh-synergie.org/images/stories/pdf/sante_publicue_et_grande_precaire_mdm_juillet_2012.pdf)

[synergie.org/images/stories/pdf/sante\\_publicue\\_et\\_grande\\_precaire\\_mdm\\_juillet\\_2012.pdf](http://www.rvh-synergie.org/images/stories/pdf/sante_publicue_et_grande_precaire_mdm_juillet_2012.pdf)

La Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT) a saisi le Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE) sur les possibilités de dépistage des drogues en milieu de travail et a souhaité que le CCNE engage une nouvelle réflexion quant à "la possible utilisation du dépistage de produits illicites en milieu de travail". Le CCNE propose des recommandations et des pistes à explorer.

**Usage de l'alcool, des drogues et toxicomanie en milieu de travail. Enjeux éthiques liés à leurs risques et à leur détection**

Agid Yves, Ameisen Jean-Claude, Bousser Marie-Germaine, et al.

Paris : Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé, 2011, 28 p.

En ligne : <http://www.ccne-ethique.fr/sites/default/files/publications/avis114.pdf>

Le Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé, saisi en date du 6 avril 2006, par le collectif "Pas de 0 de conduite", s'est interrogé sur les implications éthiques des approches de prédiction à l'occasion de la détection de certains troubles du comportement chez le très jeune enfant. Cette saisine met en cause une expertise collective de l'Institut national de la recherche médicale (INSERM) réalisée à la demande de la Caisse nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Indépendants (Canam), en vue d'améliorer le dépistage, la prévention et la prise en charge du « trouble des conduites » chez l'enfant. Elle conclut par des recommandations sur la possibilité de réduire cette évolution par le dépistage des facteurs de risque et leur inscription sur le carnet de santé de l'enfant pour en assurer la prévention et la prise en charge.

**Problèmes éthiques posés par des démarches de prédiction fondées sur la détection de troubles précoces du comportement chez l'enfant**

Ameisen Jean-Claude, Kordon Claude, Le Coz Pierre, et al.

Paris : Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé, 2007, 13 p.

En ligne : <http://www.ccne-ethique.fr/sites/default/files/publications/avis095.pdf>

## Pour en savoir plus

### **Les conduites par lesquelles on peut se nuire à soi-même posent la question de la liberté**

Orobon Frédéric

Les Cahiers du pôle 2015 ; 5 : 26-30

En ligne : <http://www.ireps-bourgogne.org/index.php?page=318&down=1631>

### **Nouveaux enjeux éthiques autour du médicament en Afrique**

Badji Mamadou, Desclaux Alice (sous la direction de-)

Dakar : L'Harmattan-Sénégal, 2015, 342p

### **L'éthique médicale en Afrique. Conflits d'intérêts et conflits de valeurs dans les pratiques des médecins**

Nkulu Kabamba Olivier

Paris : L'Harmattan, 2014, 155p

## 3 – Les questions de bioéthique

---

L'éthique de la santé publique se distingue de la bioéthique par l'importance qu'elle accorde à différents thèmes :

- la population plutôt que la personne,
- la perspective communautaire plutôt que la perspective individuelle,
- les déterminants sociaux plutôt que l'action et la responsabilité individuelles,
- les systèmes de pratique plutôt que le processus décisionnel individuel,
- la distribution des ressources plutôt que les soins des patients

Les valeurs centrales de l'éthique clinique, comme l'autonomie, la liberté individuelle, la bienfaisance et la non-malfaisance, portent sur l'interaction entre les cliniciens et les patients. La santé publique, axée sur la communauté, porte sur un ensemble plus vaste de valeurs.

**Chapitre 14 – Le processus décisionnel : les politiques et l'éthique des soins de santé et de la santé publique. L'éthique de la santé publique [Page internet]**

Ottawa : Association des facultés de médecine du Canada, s.d.

En ligne :

<http://phprimer.afmc.ca/Lapratiqueameliorerlasante/Chapitre14LeProcessusDcisionnelLesPolitiquesEtLthiqueDesSoinsDeSantEtDeLaSantPublique/Lthiquedelasantpublique>

### Pour en savoir plus

**Bioéthique**

Fournier V, Druelles S

In : Bourdillon François, Brücker Gilles, Tabuteau Didier (Editeurs). Traité de santé publique.

Paris : Flammarion (Médecine-Sciences), 2004, p. XVI

### A propos des nudges

Fondés sur les enseignements de la psychologie et de l'économie comportementale, les "nudges" permettent d'influencer en douceur les comportements. Utilisés pour guider les usagers dans leurs démarches administratives, ils peuvent ainsi, par exemple, encourager sans contraindre le recours au numérique. Plus largement, les nudges peuvent être utilisés pour faciliter les relations entre administrations et usagers ou prévenir les comportements à risque.

**Les services publics se simplifient et innove. Le nudge : un nouvel outil au service de l'action publique [Page internet]**

Paris : Portail de la modernisation de l'action publique, s.d

En ligne : <http://www.modernisation.gouv.fr/les-services-publics-se-simplifient-et-innovent/par-la-co-construction/le-nudge-au-service-de-laction-publique>



La nécessité de renforcer l'efficacité et l'efficience des politiques de prévention invitent praticiens et décideurs à renouveler les stratégies d'intervention en s'inspirant de méthodes ou stratégies issues d'autres domaines. Le nudge, perçu comme séduisant compte tenu de son efficacité, fait partie de ces innovations. Or, l'intégration du nudge dans les politiques de prévention n'est pas sans générer un certain nombre de débats éthiques que cet article se propose de synthétiser. Après avoir rappelé la définition du nudge, il rassemble ces débats autour de trois angles et souligne la manière dont ils peuvent résonner au regard des principes de bienfaisance, de démocratie, de liberté et d'autonomie. En conclusion, il invite praticiens et décideurs du domaine de la prévention à prendre du recul dès qu'il s'agit de transférer des stratégies issues d'autres secteurs et à considérer d'autres paramètres, comme l'éthique, lorsqu'il s'agit d'implanter une nouvelle pratique de prévention.

[Résumé de l'auteur]

#### **Le nudge en prévention... troisième voie ou sortie de route**

Cambon Linda

Santé publique 2016 ; 28(1) : 43-48

En ligne :

## **Ethique et éducation du patient**

Pour dépasser le modèle du patient obéissant aux injonctions médicales, l'éducation thérapeutique des patients (ETP) propose un accompagnement engagé et des démarches pédagogiques pour l'aider sur son chemin vers la santé en lui permettant de développer son libre-arbitre et faire des choix éclairés. Ces apprentissages et ces changements peuvent être importants, ainsi le soignant doit s'obliger à garder une attitude bienveillante et un positionnement éthique fort. Il doit réaliser que ses connaissances ne représentent pas une vérité absolue, que ses objectifs peuvent différer de ceux des patients. L'environnement social du patient peut être délétère, l'empêcher de mettre en place des comportements propices à sa bonne santé. Au-delà de l'augmentation des compétences des patients, l'ETP peut être porteuse d'un renouveau humaniste de la médecine, au travers d'une posture « à l'écoute » et « posant des actes », suffisamment forte pour subordonner l'économie à la santé, en tous cas questionner les dérives de l'économisme. [Résumé de l'auteur]

#### **Question d'éthique soulevées par la pratique de l'ETP**

Lagger Grégoire, Chambouleyron Monique, Lasserre-Moutet Aline, et al.

Education thérapeutique du patient – Therapeutic patient education 2013 ; 25(2) : 409-414

La relation soignante se caractérise par deux impératifs : garder la distance nécessaire à la prise de décision et à la réalisation de gestes techniques d'une part, accorder à la personne la reconnaissance et l'empathie dont elle a besoin dans des circonstances difficiles d'autre part. À partir de l'exemple de la gestion de cas, pratique professionnelle qui se développe en France dans le cadre du plan Alzheimer, nous explorerons ici les ambivalences, les risques mais aussi la nécessité d'un engagement des soignants dans cette relation. [Résumé de l'auteur]

#### **Engagement du soignant dans la relation : l'exemple des gestionnaires de cas en gériatrie**

Corvol Aline, Moutel Grégoire, Somme Dominique

Gériatrie et société 2013 ; 144 : 97-109

En ligne : <http://www.cairn.info/revue-gerontologie-et-societe1-2013-1-page-97.htm>

Le recours à l'éthique est une constante dans le domaine des soins. Que ce soit pour en assurer un égal accès, pour éclairer des décisions à prendre au tout début de la vie, au cours d'accidents, de pathologies ou encore à la fin de la vie, les soignants sont sans cesse confrontés à des choix que doit guider la réflexion éthique. Ce dossier de la revue du Haut comité de santé publique illustre les apports de cette réflexion aux pratiques de soins.

#### **Ethique et soins**

Actualité et dossier en santé publique 2011 ; 77 : 68 p.

En ligne : <http://www.hcsp.fr/explore.cgi/Adsp?clef=117>

L'Observatoire interrégional des pratiques de soins et d'accompagnement au regard de l'éthique, créé en 2014 par l'Espace de réflexion éthique Bourgogne Franche-Comté a pour vocation de recenser et d'analyser, autour d'un thème particulier, les pratiques cliniques qui donnent lieu, pour les professionnels de terrain, à l'émergence d'une ou de plusieurs problématiques éthiques. En 2014, l'observatoire s'est intéressé aux questions éthiques liées à la prise en soins de la personne âgée dépendante, à la fois dans la dimension individuelle de la relation au soin que dans les conceptions collectives du vieillissement.

#### **Les problématiques éthiques liées à la personne âgée dépendante. Etat des lieux en Bourgogne Franche-Comté**

Dijon : Espace éthique Bourgogne Franche-Comté, Observatoire interrégional des pratiques de soins et d'accompagnement au regard de l'éthique, 2015, 84 p.

En ligne :

[http://www.erebfc.fr/userfiles/files/RAPPORT\\_2015\\_Observatoire\\_Probl%C3%A9matiques\\_%C3%A9thiques\\_PA\\_d%C3%A9pendante.pdf](http://www.erebfc.fr/userfiles/files/RAPPORT_2015_Observatoire_Probl%C3%A9matiques_%C3%A9thiques_PA_d%C3%A9pendante.pdf)

## **Pour en savoir plus**

#### **Les enjeux éthiques de la formation des professionnels de santé à la relation de soin**

Hesbeen Walter

Santé éducation 2015-04 ; 2 : 20-2

En ligne : [http://www.afdet.net/AFDET\\_fichup/journal-1000.pdf#20](http://www.afdet.net/AFDET_fichup/journal-1000.pdf#20)

#### **Le patient autonome**

Barrier Philippe

Paris : PUF, 2014, 80 p. (Questions de soin)

#### **Ethique et pratiques soignantes : l'expérience de la gérontologie**

Le Sommer-Péré Myriam

Paris : Seli Arslan, 2012, 158 p.

## Vaccination

L'histoire de la vaccination en France suit depuis des décennies un parcours sinueux, hésitant entre obligation et recommandation. Jean-Louis Vildé revient sur ce cheminement complexe, analyse les anciennes et nouvelles formes d'opposition à l'obligation vaccinale, et met en lumière les enjeux éthiques de l'acceptation des vaccins. Une clarification salutaire au moment où ce débat rejailit dans l'actualité à propos des vaccins polyvalents. [Résumé de l'auteur]

### **L'obligation vaccinale en question**

Vildé Jean-Louis

Laennec 2015 ; 63(3) : 8-23

En ligne : <http://www.cairn.info/revue-laennec-2015-3-page-8.htm>

Le document du Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé canadien vise deux objectifs. Il se veut d'abord une introduction au domaine de l'éthique en santé publique telle qu'elle s'applique aux réponses politiques et aux pratiques pendant la pandémie mondiale de grippe AH1N1, grâce à une recension de publications visant à explorer les implications éthiques du contrôle des maladies infectieuses et des réponses pandémiques. Le second objectif est de servir de base au développement d'un portail pancanadien sur l'éthique en santé publique. L'auteur présente une sélection d'outils destinés à faciliter l'accès aux ressources, à stimuler la réflexion, à établir des liens et à encourager le partage des savoirs entre les gens — du domaine des sciences sociales de la philosophie, du droit, de l'économie et de l'étude des politiques en plus du domaine des sciences épidémiologiques et médicales — engagés dans le travail pratique et théorique de la protection et de la promotion de la santé des populations. [Extrait]

### **Éthique en santé publique - Ressources sélectionnées : éthique et pandémie**

McDougall CW

Québec : Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé, 2010, 37 p.

En ligne : [http://www.ccnpps.ca/docs/EthiquePandemieRevueLitterature\\_Fr.pdf](http://www.ccnpps.ca/docs/EthiquePandemieRevueLitterature_Fr.pdf)

## Pour en savoir plus

### **Rapport sur la politique vaccinale**

Hurel Sandrine

Paris : La documentation française, 2015, 122 p.

En ligne :

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/164000033.pdf>

## Dépistage

Le rapport de l'Institut national du cancer (Inca) sur l'éthique et le dépistage organisé du cancer du sein en France vise à contribuer à la réflexion collective afin d'assurer un programme de dépistage organisé de qualité pour l'ensemble de la population visée. Le Groupe de réflexion sur l'éthique du dépistage (GRED) a pour mission, d'une part d'étudier les aspects éthiques liés aux principes généraux des programmes français de dépistage des cancers, et d'autre part ceux liés aux différentes étapes de leur mise en œuvre depuis l'invitation au dépistage jusqu'à l'entrée éventuelle dans la filière de soins.

### **Ethique et dépistage organisé du cancer du sein en France : rapport du groupe de réflexion sur l'éthique du dépistage (GRED)**

Moutel Grégoire, Duchange Nathalie, Jullian Odile, et al.

Boulogne-Billancourt : Inca, 2012, 84 p. (Appui à la décision / Dépistage et détection précoce)

En ligne : [http://recherche-cancer.net/images/fileadmin/Point-montage-test/Actualit%C3%A9s\\_%C3%A9v%C3%A9nements/Actualit%C3%A9s\\_scientifiques/2012/Ethique\\_depistage\\_organise\\_cancer\\_sein\\_France-1.pdf](http://recherche-cancer.net/images/fileadmin/Point-montage-test/Actualit%C3%A9s_%C3%A9v%C3%A9nements/Actualit%C3%A9s_scientifiques/2012/Ethique_depistage_organise_cancer_sein_France-1.pdf)

L'INCa a sollicité le Groupe de réflexion sur l'éthique du dépistage (GRED) pour mener une analyse sur les enjeux individuels et collectifs du programme de dépistage organisé du cancer colorectal, qui s'adresse à 18 millions de personnes en France entre 50 et 74 ans. Le GRED formule des propositions concrètes pour améliorer l'organisation du dispositif et la prise en charge des personnes, autour des enjeux éthiques et de santé publique des programmes de dépistage, du contexte du dépistage organisé du cancer colorectal en France, de l'analyse éthique des facteurs influençant la participation au dépistage organisé du cancer colorectal, et de l'éthique appliquée à l'organisation du programme de dépistage organisé du cancer colorectal

### **Ethique et dépistage organisé du cancer colorectal – Analyse du dispositif français**

Moutel Grégoire, Bernat Emilie, Darquy-Szego Sylviane, et al.

Boulogne-Billancourt : Inca, 2016/05, 92 p. (Appui à la décision / Dépistage et détection précoce)

En ligne : [http://www.e-cancer.fr/content/download/150672/1897167/file/Ethique-et-depistage-organise-du-cancer-colorectal\\_2016.pdf](http://www.e-cancer.fr/content/download/150672/1897167/file/Ethique-et-depistage-organise-du-cancer-colorectal_2016.pdf)

## 4 – Bioéthique et démocratie en santé

---

L'Espace de Réflexion Éthique Bourgogne / Franche-Comté a été créé en 2009. Il a pour ambition et pour mission de faire du lien entre l'ensemble des comités d'éthique des établissements de santé et des établissements médico-sociaux. En lien avec les centres hospitalo-universitaires, les universités des deux régions, il peut-être un recours lorsque les questions particulièrement complexes se posent. Il met en place un observatoire des questions éthiques qui sont rencontrées. Il permet une offre de formation et tente de faciliter la recherche dans le domaine de l'éthique. Enfin, cet espace participe à l'organisation de débats publics : en effet les questions éthiques ne doivent pas rester enfermées dans le domaine de la médecine. Ce sont des questions de société. Ce sont des questions politiques. L'espace de réflexion éthique doit donc devenir un espace de débats. [Extrait]

### **Edito [Page internet]**

Régis Aubry

Besançon : Espace de réflexion éthique Bourgogne Franche-Comté, s.d.

En ligne : <http://www.erebfc.fr/>

Les comités d'éthique ne s'inscrivent pas a priori dans la définition de la démocratie. Leurs missions participent pourtant d'une recherche de légitimité des pouvoirs publics. En assurant la diffusion de la réflexion éthique dans la société au moyen de leurs avis et recommandations, les comités nationaux contribuent à un « processus concerté d'élaboration du droit de la bioéthique » au-delà des mécanismes traditionnels de création des normes. Leur composition, marquée par le pluralisme et la pluridisciplinarité, traduit par ailleurs la recherche d'une certaine représentativité. Les comités locaux et les espaces de réflexion éthique, bien que dépourvus de fonction "recommandatoire", ont également vocation à s'inscrire dans l'organisation du débat public. [Résumé de l'auteur]

### **Comités d'éthique et démocratie (quelques réflexions sur l'exemple français)**

Martinez Eric

Journal international de bioéthique 2007 ; 18(1) : 113-30

En ligne : <http://www.cairn.info/revue-journal-international-de-bioethique-2007-1-page-113.htm>

Le numéro spécial "20 ans de lois de bioéthique" du Journal international de bioéthique analyse les dispositions existantes et leur application et laisse une part importante à la réflexion prospective autour des cinq axes suivantes :

- La bioéthique : la galère du droit ?
- La quête de l'identité individuelle : besoin de droit et de non droit ?
- La construction d'une nouvelle identité familiale : les tiraillements de la procréation médicalement assistée entre nouveaux droits et principes fondamentaux
- Le corps humain et ses éléments : un patrimoine mais dans quel sens du terme ?
- Reste-t-il une place pour la médecine en bioéthique ?

### **20 ans de lois de bioéthique**

Journal international de bioéthique 2015 ; 26 (n° spécial) : 13-260

En ligne : <http://www.cairn.info/revue-journal-international-de-bioethique-2015-Num%C3%A9ro%20sp%C3%A9cial.htm>

La sensibilité croissante des gestionnaires de programmes de santé publique et des populations ciblées aux enjeux éthiques soulevés par les interventions en prévention et en promotion de la santé requière le développement d'une expertise éthique spécifique. Au cours des deux dernières décennies, des cadres éthiques adaptés aux interventions populationnelles ont été proposés. Cette jeune expertise en éthique de la santé publique est confrontée à plusieurs défis. Le présent article discute de quatre conditions à respecter pour sa consolidation. Trois concernent l'expertise éthique savante elle-même. Il s'agit de dépasser la multiplication des principes éthiques, pour éviter la saturation de la réflexion ; d'intégrer les praticiens de la prévention et de la promotion de la santé dans le processus d'analyse éthique et d'une réflexivité critique autour des limites de l'expert éthicien lui-même. Le texte s'attardera toutefois sur une quatrième condition soit celle d'une intégration novatrice de l'expertise éthique profane dans la définition des valeurs phares qui devront être respectées comme guides pour l'action éthiquement acceptable dans une société pluraliste donnée. [Résumé de l'auteur]

**Expertises éthiques savantes et profanes en santé publique : défis et enjeux pour une éthique de la discussion**

Massé Raymond

Santé publique 2012 ; 24(1) : 49-61

En ligne : <http://www.cairn.info/revue-sante-publique-2012-1-page-49.htm>

Dans l'avis n° 57, le Comité consultatif national d'éthique s'est concentré sur la dimension éthique de l'établissement des politiques collectives de santé, de l'identification des priorités et des procédures de résolution des conflits inévitables entre certaines aspirations individuelles et nécessités collectives.

**Progrès technique, santé et modèle de société : la dimension éthique des choix collectifs**

Paris : Comité consultatif national d'éthique, 1998, 49 p. (Avis n° 57)

En ligne : <http://www.ccne-ethique.fr/sites/default/files/publications/avis057.pdf>

Le dossier du Journal international de bioéthique et d'éthique des sciences interroge les fondements théoriques de l'approche pragmatique de l'éthique, ainsi que ses implications pédagogiques (les méthodes, les postures du formateur, les démarches évaluatives, et les dispositifs de formation. Trois types de contribution sont proposés : des réflexions éthiques sur le statut contemporain de l'éthique ; la présentation et l'évaluation de dispositifs pédagogiques innovants centrés sur l'apprentissage des acteurs et l'intégration des patients dans la dynamique formative (simulation, jeux de rôle, apprentissage clinique, perspective du patient-entourage de l'apprentissage) ; et enfin, des réflexions sur les modalités d'accompagnement de ces pratiques pédagogiques (ressources multimédia, postures pédagogiques), et sur les dispositifs de formation et leur gouvernance.

**Innovations pédagogiques en éthique de la santé. Dossier**

Journal international de bioéthique et d'éthique des sciences 2016 ; 27(1-2) : 11-224

En ligne : <http://www.cairn.info/revue-journal-international-de-bioethique-2016-1.htm>

**Pour en savoir plus**

**L'utilisateur et le monde hospitalier : 50 fiches pour comprendre. 6ème édition**

Bonnet Xavier, Ponchon François

Rennes : Presses de l'EHESP, 2014, 266 p.

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## LE CENTRE RÉGIONAL DE DOCUMENTATION EN SANTÉ PUBLIQUE



L'Instance régionale d'éducation et de promotion de la santé propose des services documentaires au sein du Centre régional de documentation en santé publique (CRDSP). Ce centre de documentation rassemble sur un site unique des ressources documentaires en prévention et en éducation pour la santé, au niveau régional, national et international : ouvrages, revues, outils pédagogiques...

Il s'adresse aux professionnels et aux futurs professionnels de la santé, de l'éducation et du social de la région. Il est accessible sur rendez-vous du lundi au vendredi, de 9 heures à 17 heures.

Centre régional de documentation en santé publique • 3 avenue Louise Michel • 25000 Besançon • Tél. : 03 81 41 90 90, [documentation@ireps-fc.fr](mailto:documentation@ireps-fc.fr)